

Le Budget

économie. Dans son allocution sur le budget, le ministre du Développement des ressources humaines a dit, à juste titre, que le pays traversait une crise de l'emploi et que la Chambre devait examiner avec sérieux la méthode à suivre pour créer des emplois.

Comment créer des emplois viables dans les années 90? Le gouvernement semble croire qu'il joue un rôle clé dans la création d'emplois, alors que les réformistes proposent une bien meilleure recette.

Tout d'abord, il faut qu'il y ait un client, un consommateur quelque part, qui réclame un bien ou un service, et de l'argent pour donner suite à cette requête. Il faut ensuite qu'il y ait un entrepreneur ou une entreprise qui examine cette demande et décide de la combler. Cette entreprise doit alors réunir les ressources, les capitaux et la main-d'oeuvre nécessaires pour répondre à la demande du client. Lorsqu'elle y est parvenue, des possibilités d'emplois, des emplois sont créés pour des travailleurs qualifiés.

Le gouvernement n'a pas essentiellement pour rôle, ici, de prendre l'initiative de créer des emplois, mais de favoriser la création d'emplois. Il ne faudrait donc pas évaluer les différents aspects de l'emploi dont il est question dans un budget du gouvernement d'après le nombre d'emplois que créent les programmes et les dépenses du gouvernement, mais d'après les messages que ce budget envoie aux créateurs d'emplois dans le secteur privé, d'après les dollars supplémentaires qu'il laisse dans les poches des consommateurs et des investisseurs et d'après les programmes d'aide qu'il prévoit à l'intention des travailleurs.

Si l'on se fonde sur ces critères pour évaluer les différents aspects de l'emploi, le budget présenté à la Chambre est un échec. En ne s'attaquant pas au problème du déficit, il n'envoie aux entreprises et aux investisseurs qu'un seul message, un message négatif, c'est-à-dire plus d'augmentations de taxes et d'impôts en perspective. Ce message ne favorise pas la création d'emplois dans le secteur privé, bien au contraire.

Un plan d'urgence est nécessaire pour les chômeurs et les travailleurs sous-employés que ce budget a trahis. Ce plan se composera en partie des mesures de réduction du déficit dont nous avons déjà discuté et en partie de mesures visant à aider les travailleurs à trouver des emplois dans la nouvelle économie dont a parlé le ministre de l'Industrie.

À ce sujet, je propose que nous fassions subir un test très simple aux mesures que le gouvernement a proposées pour stimuler l'emploi. Le ministre de la Défense a dit qu'il allait éliminer 16 000 postes dans son ministère. Le ministre de l'Industrie a dit qu'il y aurait de nouveaux emplois dans la nouvelle économie et le ministre du Développement des ressources humaines a dit qu'il avait prévu des programmes pour doter les gens des compétences nécessaires pour occuper ces emplois.

Je propose donc qu'on laisse le ministre de la Défense donner à la Chambre les noms des 16 000 personnes qu'il a l'intention de mettre à pied. Dans six mois, nous communiquerons avec ces personnes pour savoir combien d'entre elles dépendent de l'assurance-chômage ou de l'aide sociale, combien d'entre elles occupent des emplois qui ne mènent nulle part dans l'ancienne économie et combien, en fait, se frayent un chemin dans la nouvelle économie. Si 75 p. 100 de ces 16 000 personnes sont

sur le point d'occuper un emploi dans la nouvelle économie, nous serons les premiers à féliciter le gouvernement et à l'encourager à continuer de prendre des initiatives en matière d'emploi. Cependant, si plus de 25 p. 100 de ces 16 000 personnes dépendent de l'assurance-chômage ou de l'aide sociale ou se sont retrouvées dans des emplois qui ne mènent nulle part dans l'ancienne économie, tout le pays en déduira que ce gouvernement n'a pas de réponse au problème de l'emploi et qu'il n'en a jamais eue.

Autrement dit, si le gouvernement ne peut pas guider 16 000 employés du ministère de la Défense nationale vers des emplois dans la nouvelle économie, qui croira qu'il a les politiques et les programmes voulus pour guider 1,6 million de chômeurs vers ces emplois?

Enfin, la Chambre doit se demander d'où viendront les conseils et le leadership nécessaires pour corriger les lacunes du budget fédéral de 1994 et pour préparer un plan d'urgence à l'intention des Canadiens. Cela m'attriste vraiment de le dire, mais il est évident que ces conseils et ce leadership ne viendront pas de notre premier dirigeant, le premier ministre du Canada. Cette situation est regrettable car, dans notre pays et ailleurs, l'expérience a montré que des efforts importants pour réduire les coûts d'un gouvernement ne sont pour ainsi dire jamais fructueux, à moins qu'ils ne soient pleinement et vigoureusement appuyés par le chef de ce gouvernement.

Malheureusement, lors de sa visite en Alberta la semaine dernière, le premier ministre actuel a bien fait comprendre qu'on ne peut pas compter sur lui pour qu'il assure un leadership de ce genre. Il aurait dit à l'auditoire d'une station radio d'Edmonton qu'il n'y aura pas de nouvelle série de fortes compressions des dépenses. Il y aura peut-être des changements dans la réforme des programmes sociaux, mais pas de réductions des dépenses au cours des trois prochaines années, hormis celles annoncées dans le budget d'il y a quelques semaines.

• (1630)

Deuxièmement, il est tout aussi évident que les conseils et le leadership nécessaires pour corriger les lacunes du budget fédéral de 1994 ne viendront pas de l'opposition officielle. Si on analyse les discours prononcés par les députés du Bloc en réponse au budget, on constatera qu'ils sont totalement négatifs et qu'ils n'ont pratiquement aucune solution de rechange positive à proposer.

Il ne suffit pas de souligner simplement les faiblesses et les déficiences du budget. N'importe qui peut faire cela. Ce dont nous avons désespérément besoin, ce sont de solutions de rechange positives et de plans d'urgence pour remédier à ces faiblesses et à ces déficiences, ce que l'opposition officielle a négligé de présenter.

Nous remarquons également que, derrière la plupart des discours de l'opposition officielle en réponse au budget, se cache l'hypothèse qu'il est possible d'équilibrer le budget fédéral simplement en dégraissant l'appareil administratif. Or, si les députés du Bloc passaient seulement cinq minutes à étudier le tableau 17 de la page 64 du plan budgétaire, ils constateraient que, en 1994-95, les transferts fédéraux au titre des programmes sociaux s'élèveront à 67 milliards de dollars, soit à 55 p. 100 de toutes les dépenses de programmes. Par ailleurs, les dépenses